



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 10 – du 11 au 17 mars 2022

En bref

- HSBC a annoncé la fermeture de 69 agences bancaires au R-U en raison de l'utilisation accrue des services en ligne par les consommateurs. Environ 400 employés pourraient être redéployés dans d'autres services de la banque.
- La quasi-totalité des conseils d'administration du FTSE 100 ont nommé au moins un membre issu d'une minorité pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement dans les délais.
- Le nombre d'emplois vacants au Royaume-Uni atteint un nouveau record de 1 318 000 fin février 2022, notamment dans l'éducation et la construction, soit une augmentation de 105 000 emplois par rapport au trimestre précédent et (+507 700 par rapport au niveau pré-pandémie).
- Bien que les salaires augmentent de 3,8 % entre novembre 2021 et janvier 2022, la rémunération réelle n'a cru que de 0,1 % compte tenu de l'inflation

LE CHIFFRE À RETENIR

0,75%

La Banque d'Angleterre a décidé le 16/03 de relever, pour la 3^e fois consécutive, son taux d'intérêt directeur de 0,25 pb à 0,75%.

élevée. Avec la prise en compte des bonus, la hausse de la rémunération réelle s'élève à 1,0 % sur la même période.

- Ayant déjà annoncé 9 Md£ d'aides aux ménages le mois dernier, le ministre des finances Rishi Sunak a [réaffirmé](#) sa volonté de ne pas financer de dispositifs supplémentaires devant le Parlement le 15 mars. Un mini-budget est pourtant prévu le 23 mars.

- La [loi sur la lutte contre la criminalité économique](#) a été promulguée le 14 mars.



Actualité macro-économique

Entre novembre 2021 et janvier 2022, la reprise observée sur le marché du travail britannique s'est poursuivie – Le taux d'emploi atteint 75,6% (+ 0,1 pt) à fin janvier 2022 grâce à la contribution positive du nombre d'employés à plein temps (+ 628 000) compensant la baisse du nombre d'employés à temps partiel (- 313 000). Ainsi, en février 2022, le marché du travail britannique emploie plus de 29,7M de personnes. En janvier 2022, le taux de chômage s'élève à 3,9% (-0,2 pt) soit au même niveau qu'avant la pandémie.

Entre novembre 2021 et janvier 2022, le taux d'inactivité a légèrement augmenté (+0,1 pt) atteignant 21,3% – Selon les données de l'institut statistique (ONS), cette hausse du taux d'inactivité s'explique principalement par la hausse de l'inactivité des personnes de 50 ans à 64 ans. Le taux d'inactivité des personnes de plus de 50 ans a augmenté de plus d'1 pt depuis le début de la pandémie dépassant les 57% au dernier trimestre 2021. Cela s'explique notamment par un nombre de départs à la retraite en forte augmentation.

À la quasi-unanimité, le comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a relevé son taux d'intérêt directeur de 0,25 pb à 0,75 % – À hauteur de 0,1 % depuis le début de la pandémie afin de soutenir l'économie britannique face à la pandémie, le taux directeur avait déjà été relevé à 0,25% en décembre 2021 et à hauteur de 0,5 % depuis février 2022. Il est désormais revenu à son niveau pré-crise. Un resserrement additionnel, modeste, de la politique monétaire « pourrait être approprié dans les prochains mois » selon la

Banque d'Angleterre, ce qui reflète une approche relativement plus prudente de la stratégie de normalisation des taux dans un contexte de fortes incertitudes (guerre en Ukraine et ses impacts sur l'économie mondiale) et de volatilité importantes des prix énergétiques. Pour mémoire, en février, la BoE estimait « probable » de nouveaux relèvements de son taux directeur.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni annonce de nouvelles sanctions commerciales vis-à-vis de la Russie – Plus précisément, le gouvernement a annoncé l'arrêt du financement à l'export vers la Russie via l'agence crédit-export britannique UKEF et l'interdiction à l'exportation de biens de luxe. Conjointement avec l'Union européenne et les pays du G7, le Royaume-Uni a annoncé la révocation du statut de la nation la plus favorisée garantissant l'égalité de traitement et la non-discrimination en vertu du droit de l'OMC. Par conséquent, le Royaume-Uni prévoit d'imposer un tarif supplémentaire de 35% pour divers produits, dont entre autres l'acier et aluminium, les engrais, le ciment, les spiritueux, les poissons blancs, les céréales et les graines oléagineuses. Cette liste de produits devrait être adoptée la semaine prochaine en vertu du *Taxation (Cross-border Trade) Act 2018*. Selon une étude du *think-tank* UKTPO, étant donné le faible niveau des échanges avec la Russie, représentant 2% des importations et 0,7% des exportations britanniques en 2019), le contrecoup des sanctions commerciales sur

l'économie britannique devrait être minime. S'agissant des importations britanniques, la dépendance vis-à-vis de la Russie pour la plupart des produits importés se situe entre 0 et 25%. L'étude estime que seuls 5 produits importés dépendent à plus de 50% de la Russie : caoutchouc isobutène-isoprène (85% du total des importations), engrais contenant des nitrates et des phosphates (77%), pelleteries (60%), bromures (60%) et pulpe de betterave (56%). Du côté des exportations britanniques, la part des exportations en Russie est inférieure à 25% pour presque tous les produits. Pris dans son ensemble, la mesure est non négligeable puisque les pays de l'OTAN représentent 38% des importations russes et 44% des exportations selon les données de l'étude.

Le gouvernement britannique annonce le lancement prochain des *US/UK Dialogues on the Future of Atlantic Trade* – La ministre britannique au commerce Anne-Marie Trevelyan se rendra à Baltimore aux Etats-Unis les 21 et 22 mars prochains pour rencontrer son homologue américaine Katherine Tai. Les dialogues ont pour volonté d'établir un cadre en vue de promouvoir le système commercial multilatéral, ainsi que de favoriser l'innovation et la croissance économique inclusive pour les travailleurs et les entreprises des deux pays.

La Cour d'appel de Belfast confirme la légalité du Protocole nord-irlandais – Examinant la constitutionnalité du protocole, la Cour a estimé que le gouvernement britannique avait agi dans le cadre de ses compétences au motif que la signature de traités internationaux n'est pas une compétence dévolue. En parallèle, lors d'une rencontre avec le premier ministre irlandais Michéal Martin, Boris Johnson aurait demandé des « changements significatifs »

sur le Protocole et espérait un esprit de coopération similaire à celui observé pendant les discussions sur le conflit en Ukraine. Selon le [Times](#), la ministre aux affaires étrangères Liz Truss aurait parallèlement déclaré à ses collaborateurs être prête à déclencher l'article 16 permettant d'adopter des mesures de sauvegarde si le protocole entraîne de « sérieuses difficultés économiques, sociétales ou environnementales susceptibles de persister ou générer des détournements de flux commerciaux ».

Selon les [derniers chiffres de l'institut statistique britannique](#), les importations britanniques ont bondi de 11% en janvier 2022 en glissement annuel, soit 4,7Md£ – Cette augmentation est expliquée par une hausse significative des importations en provenance du marché unique de 24,3% (augmentation des importations de machines et équipements de 2Md£) tandis que les importations depuis les pays tiers sont restées stables. *A contrario*, les exportations britanniques ont chuté de 8,7% en raison d'une baisse de 20,7% en direction de l'UE (3Md£). Néanmoins, depuis janvier 2022, la méthodologie de comptabilisation des importations en provenance de l'UE s'appuie désormais sur les déclarations douanières en lieu et place de l'enquête *Intrastat*. Bien que cette nouvelle méthode puisse affecter les comparaisons avec les mois précédents, l'administration en charge des douanes et des finances publiques (HMRC) estime que la forte augmentation des importations en provenance de l'UE est bien réelle. S'agissant des exportations, le HMRC a opéré un changement opérationnel qui a décalé de dix jours une partie de la comptabilisation de certaines exportations. Sur les 3Md£ (20,7%) de baisse des exportations vers les pays de l'UE, l'analyse

du HMRC estime qu'environ 2Md£ sont à attribuer à ce changement.

Lors d'une visite aux Emirats arabes unis et en Arabie Saoudite, Boris Johnson esquisse la stratégie énergétique britannique au vu du conflit en Ukraine – Alors que le premier ministre avait pour intention d'obtenir une augmentation de la production pétrolière, l'Arabie Saoudite n'a pris aucun engagement à cet égard. Le groupe saoudien *Alfanar* devrait, toutefois, confirmer un nouvel investissement d'un 1Md£ dans le projet *Lighthouse Green Fuels* à Teesside, qui vise à générer du carburant d'aviation à partir de déchets. Selon le communiqué du gouvernement, le projet devrait créer plus de 700 emplois pendant la phase de construction qui débutera l'année prochaine et environ 240 emplois à temps plein une fois qu'il sera pleinement opérationnel.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Le Chancelier de l'Echiquier a demandé aux entreprises britanniques de ne pas investir en Russie – Bien que certaines entreprises n'aient pas attendu cette intervention en raison des risques actuels d'investir en Russie, le Chancelier a exhorté celles restantes de se défaire de leurs actifs russes. Il a également reconnu les difficultés et le temps nécessaire pour déboucler les expositions en Russie, étant données les conditions du marché et les difficultés de céder des actifs en raison des sanctions imposées à l'économie russe et des mesures

de contrôle de capitaux mis en place par la Russie. Il a cependant tenu à préciser que le gouvernement ferait tout son possible pour soutenir les entreprises s'engageant dans une opération de désinvestissement.

Les régulateurs britanniques avertissent les entreprises en lien avec des cryptoactifs que ceux-ci ne doivent pas être utilisés pour contourner les sanctions contre la Russie – La déclaration de l'Office of Financial Sanctions Implementation (OFSI) du Trésor britannique, de la *Financial Conduct Authority* (FCA) et de la *Bank of England* (BoE) met en évidence les exigences légales et réglementaires auxquelles sont soumises toutes les entreprises de services financiers britanniques - y compris le secteur des cryptoactifs - ainsi que les mesures suggérées pour réduire le risque de contournement des sanctions par le biais de ces instruments. La déclaration met en exergue les contrôles que les entreprises doivent mettre en place, comme par exemple l'analyse de la Blockchain. La déclaration précise également certains indicateurs critiques qui, selon les régulateurs, doivent alerter les entreprises financières.

La FCA envisage d'autoriser la possibilité pour les fonds d'utiliser le régime de *side pockets* pour éviter l'exposition aux actifs russes – Ce régime de *side pocket* donnerait aux gestionnaires de fonds autorisés la possibilité de séparer les actifs russes et biélorusses, qui sont difficiles à vendre et/ou à évaluer, des autres investissements du fonds. Le fonds en question (la *side pocket*) serait mis en liquidation, afin de rembourser les porteurs, lorsque les actifs redeviendront cessibles. Les nouveaux entrants du fonds principal ne seraient donc pas exposés aux actifs en cause. La FCA a déclaré que l'utilisation de cet outil de

gestion de la liquidité serait facultative pour les gestionnaires de fonds. Cette *side pocket* serait limitée aux actifs rendus illiquides par la guerre entre la Russie et l'Ukraine. La FCA a tenu à ajouter qu'une telle séparation des actifs devrait assurer un traitement équitable de tous les investisseurs et ne pas encourager de nouveaux afflux spéculatifs au détriment des parties prenantes existantes. Une consultation a été lancée en milieu de semaine sans communication sur sa date éventuelle de fin.

d'actions ont connu une croissance générale, les investissements étant en passe de doubler leur niveau record de 2020. La valeur des financements en capitaux propres s'est élevée à 14Mds£, contre près de 11Mds£ en 2020 et 8,4Mds£ en 2019. De plus, la part des prêts classiques bancaires aux PME attribués par les quatre plus grosses banques a diminué, permettant aux *challengers* de s'attribuer 51% des parts de ce marché, soit en ligne avec les niveaux pré-pandémiques.

2 Banques et assurances

Le rapport final d'évaluation du régime de séparation des banques de détail et d'investissement préconise la stabilité du [cadre réglementaire actuel](#) – Cette annonce, émise par l'organisme indépendant chargée de l'évaluation des impacts du régime de *ring-fencing*, confirme les premières conclusions du rapport intérimaire de fin janvier. Malgré les demandes des banques en faveur d'une suppression totale des règles ou d'un relèvement du seuil à partir duquel il est obligatoire de les séparer, celui-ci devrait rester fixé à 25Mds£. Le rapport souligne cependant que le régime pourrait être allégé pour certains établissements de crédit britanniques ayant des activités d'investissements très limités. Parmi les sept banques soumises aux règles, le Trésor pourrait décider de libérer Santander UK, Virgin Money et TSB Bank, qui opèrent peu sur ce secteur. Leurs rivaux plus importants, Barclays, HSBC, NatWest et Lloyds, devraient toujours se conformer aux règles.

Selon le dernier [rapport](#) de la *British Business Bank* (BBB), le nombre d'opérations de financement par capitaux propres pour les PME a augmenté au cours des trois premiers trimestres de 2021 – Les marchés

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international